

### *Les crédits*

l'on trouve dans le budget des dépenses, et on peut dire qu'elle sera plus petite, mais plus efficace. Le gouvernement ne peut plus tout faire pour tout le monde.

L'examen des programmes s'est étendu à tous les secteurs des dépenses gouvernementales, à l'exception des transferts substantiels aux particuliers et aux provinces. Tous les programmes ont été examinés en fonction des critères suivants: le programme répond-il aux intérêts de la population? Nécessite-t-il l'intervention du gouvernement? Son coût est-il abordable? Les provinces ou le secteur privé pourraient-ils faire mieux?

À la suite de cet examen, le gouvernement a réduit les subventions aux entreprises et au secteur agricole. Là où c'est possible, bon nombre de services gouvernementaux seront commercialisés. Le gouvernement ne peut plus se permettre d'intervenir directement dans l'économie. Le gouvernement doit désormais s'efforcer de créer le meilleur cadre économique qui soit en vue d'aider le secteur privé à générer des emplois.

Les Canadiens nous ont demandé de retoucher nos programmes sociaux afin qu'ils répondent aux besoins d'aujourd'hui, tout en veillant à respecter notre patrimoine de justice sociale. Le gouvernement s'est engagé dans un programme qui ne vise rien d'autre.

Contrairement à ce que certains prétendent, le Transfert social canadien n'a rien à voir avec un abandon des normes nationales. Ce transfert assurera plus de flexibilité aux provinces. Il leur permettra de faire des expériences et de trouver la meilleure façon d'assurer la prestation de programmes sociaux tout en réduisant les frais administratifs.

Les conditions prévues dans la Loi canadienne sur la santé, soit l'universalité, l'intégralité, la transférabilité, l'accessibilité et la gestion publique, seront maintenues. Le gouvernement collaborera avec les provinces en vue d'élaborer un ensemble de principes communs qui fonderont le Transfert social canadien.

Le Nouveau Parti démocratique de l'Ontario a laissé entendre que le gouvernement fédéral a renoncé aux promesses qu'il a faites dans le livre rouge. Il n'en est rien! Dans le Budget de dépenses de 1994, on retrouvait tous les grands engagements du livre rouge. Le Budget des dépenses de cette année confirme les engagements du gouvernement. Le gouvernement ménagera la santé de nos programmes sociaux tout en contenant le déficit.

Comme on l'a promis dans le livre rouge, le gouvernement a commencé à juguler le déficit, tout en finançant le programme national d'infrastructures, en sabrant dans les dépenses inutiles en matière de défense, en présentant un projet de loi sur le contrôle des armes à feu, en modifiant la Loi sur les jeunes contrevenants, en établissant un Conseil national de prévention du crime, en prenant des mesures pour s'attaquer à la surpêche étrangère et en favorisant les échanges commerciaux avec l'Amérique latine et l'Asie.

Il est en train de créer un nouveau Service Jeunesse Canada, de rétablir le financement des programmes d'alphabétisation, de lancer un Forum national sur la santé, de procéder à une réforme parlementaire pour accroître l'influence des députés, de présenter un projet de loi pour rendre le lobbying plus équitable et transparent, de rétablir le Programme d'aide à la remise en état des logements, de mettre en oeuvre un programme de nutrition

prénatale, ainsi qu'un programme «Bon départ» pour les autochtones, de créer un centre d'excellence pour la santé des femmes, de réinstaurer le Programme de contestation judiciaire, de rétablir la Commission de réforme du droit, ainsi que d'éliminer et de privatiser des organismes gouvernementaux, des conseils et des commissions dont il réduit la taille.

Le gouvernement a présenté un budget dur, mais équitable. Il a réparti les coûts de réduction du déficit également entre les régions du pays. Malgré ce que prétendent certains politiciens provinciaux de l'Ontario, la province n'a pas été touchée plus que les autres par des compressions.

Le gouvernement a remis le Canada sur la voie de la relance économique, de la réforme sociale et de la responsabilité financière. Il n'a pas résolu tous les problèmes, mais il s'est engagé dans la bonne direction.

Le premier ministre a fait remarquer à plusieurs reprises, durant la dernière campagne électorale, que le gouvernement libéral offrirait un espoir réaliste aux Canadiens. C'est ce qui caractérise sa façon d'aborder le gouvernement et le budget.

● (1840)

Pour offrir de l'espoir aux gens, il faut mettre en oeuvre des programmes stimulant la création d'emplois à court, à moyen et à long terme. Si nous voulons être réalistes, nous devons faire des choix.

Je sais que certains n'ont pas apprécié ceux du gouvernement. Cependant, après des consultations poussées, le gouvernement a fait des choix difficiles qui reflètent mieux les priorités des Canadiens. Par exemple, si nous voulons trouver de l'argent pour financer la recherche sur les maladies touchant les femmes et pour consacrer de l'argent à l'infrastructure qui fait cruellement défaut, nous devons être prêts à prendre des décisions qui n'ont rien de facile.

Le gouvernement prend des mesures pour veiller au maintien de nos programmes sociaux. De nombreuses personnes âgées de ma circonscription, Hamilton Mountain, s'inquiètent de l'avenir de leur pension. Le gouvernement publiera un document de travail sur l'avenir du système de pensions plus tard au cours de l'année. Il cherche à rendre ce système plus juste et plus durable.

J'ai parlé à bon nombre d'étudiants de ma circonscription qui s'inquiètent au sujet de leurs perspectives d'avenir. Le gouvernement prend des mesures pour améliorer les possibilités d'emploi des étudiants d'aujourd'hui. Le meilleur moyen d'améliorer les possibilités d'emploi des jeunes est de leur donner une expérience pratique et de leur permettre d'acquérir des compétences. Le Service Jeunesse et le nouveau programme d'apprentissage que le gouvernement fédéral a mis en place donneront aux étudiants l'expérience et les compétences dont ils ont besoin pour réussir sur le marché du travail d'aujourd'hui.

Bon nombre de personnes se sont dites inquiètes des changements apportés au programme d'assurance-chômage. Je tiens à dire aux Canadiens que le gouvernement libéral reconnaît l'importance du programme d'assurance-chômage. Le gouvernement veut amener les gens à devenir indépendants et aider davantage les personnes qui sont dans des situations vraiment difficiles. Il cherche à trouver le plus d'argent possible pour remettre les gens au travail.